



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20230515-DAEN-0526 DU **12 JUIN 2023**
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES
À LA SOCIÉTÉ TANNERIES ROUX,
DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉE 2 AVENUE BRUNO LARAT
À ROMANS-SUR-ISÈRE (26)

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le décret du 30 juin 2021 nommant Mme Elodie DEGIOVANNI, préfète de la Drôme ;
- Vu** le décret du 6 novembre 2020 nommant Mme Marie ARGOUARC'H, secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012047-0031 du 16 février 2012 autorisant la société TANNERIES ROUX sa pour son installation située au 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISÈRE ;
- Vu** l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que : « *les effluents rejetés doivent être exempts [...] de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeur toxiques, inflammables ou odorantes...* » ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées n° 20230515-RAP-DEAN0524 du 16 mai 2023;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 17 mai 2023 ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai de 15 jours ;

Considérant que la société TANNERIES ROUX est autorisée à exploiter une installation classée relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 2351 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que les effluents rejetés par la société, dans le cadre de l'exploitation de ses installations de Romans-sur-Isère, sont susceptibles d'être à l'origine de dégagements direct ou indirect de gaz d'hydrogène sulfuré (H₂S) ;

Considérant que l'hydrogène sulfuré est un gaz mortel par inhalation en fonction du niveau de concentration et du temps d'exposition, pouvant par exemple entraîner des effets irréversibles en cas d'exposition à une concentration de 150 ppm pendant 10 minutes ;

Considérant que les effluents ont de nouveau été à l'origine les 2 et 3 mai 2023 de dégagements d'hydrogène sulfuré à des concentrations significatives supérieures à 150 ppm dans le réseau public

en aval du site, malgré la mise à l'arrêt d'une partie des installations (la rivière) susceptible d'être à l'origine d'émission d'hydrogène sulfuré ;

Considérant que l'exploitant a proposé et mis en place des mesures complémentaires visant à améliorer la prévention, la détection et le traitement des pics d'hydrogène sulfuré ;

Considérant qu'il convient d'imposer à l'exploitant les mesures identifiées par ce dernier afin d'en renforcer la pérennité et contrôler leur bonne mise en œuvre ;

Considérant qu'il convient que les autorités et le gestionnaire du réseau public soient informés en cas de survenance d'un pic significatif d'hydrogène sulfuré malgré les mesures de prévention imposées à l'exploitant ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions prévues par les articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, qui disposent que l'autorité compétente peut imposer à tout moment toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1

La société TANNERIES ROUX SA, dont le siège social est située 2 avenue Bruno Larat à ROMANS-SUR-ISÈRE, numéro de SIREN n°435480132, est tenue de respecter pour ses installations exploitées sur son établissement situé à la même adresse, les dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Renforcement de la prévention des pics d'H₂S

L'exploitant dispose d'un réseau de détecteurs d'H₂S dans les parties de l'établissement où un risque de formation de ce gaz est identifié.

Au moins deux détecteurs sont situés immédiatement en amont du point de rejet des effluents aqueux. La surveillance est réalisée en continu. Les relevés de concentration de ces deux capteurs sont accessibles en permanence, sur site et à distance.

Les capteurs font l'objet d'un suivi et d'un étalonnage conformément aux préconisations du fabricant et du fournisseur.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires visant à prévenir autant que possible la formation d'H₂S dans ses effluents industriels. En tant que de besoin, un traitement préventif est réalisé sur les effluents (par exemple avec une injection de nitrate de calcium).

En cas de survenance d'un pic d'H₂S malgré les dispositions prises, l'exploitant met en place un traitement curatif dans les meilleurs délais afin d'en réduire l'importance et la durée (par exemple avec une injection de chlorure ferrique).

L'organisation relative à la prévention, la détection et le traitement des pics d'hydrogène sulfuré est formalisée dans une procédure.

L'exploitant détermine des seuils d'alarme et d'action (alarme et/ou visuelle), lui permettant d'intervenir en cas de pic d'H₂S dans les meilleurs délais pendant les heures ouvrées et en dehors des heures ouvrées. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du choix de ces seuils.

Le premier seuil d'action ne dépasse pas 5 ppm.

L'exploitant élabore un registre d'incident spécifique dans lequel sont enregistrés :

- les pics d'H₂S mesurés au point de mesure avant rejet (à partir de 5 ppm),
- les actions correctives mise en œuvre après la mesure d'un pic d'H₂S,
- les défaillances survenues sur la chaîne de détection et d'alarme d'H₂S.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Information en cas de survenance d'un pic d'H₂S

L'exploitant informe sans délais les autorités en cas de survenance d'un pic d'H₂S mesuré par un des deux détecteurs situés en amont du point de rejet des effluents aqueux, aux seuils définis ci-après.

En cas de survenance d'un pic d'H₂S dépassant 10 ppm, l'exploitant informe :

- la DREAL (inspecteur référent et unité interdépartementale Drôme-Ardèche).

En cas de survenance d'un pic d'H₂S dépassant 50 ppm, l'exploitant informe :

- la DREAL (inspecteur référent et unité interdépartementale Drôme-Ardèche),
- la préfecture (BPGE).

La DREAL est informée par téléphone pendant les heures ouvrées et par courriel dans tous les cas.

La préfecture est informée par téléphone et par courriel. L'exploitant s'assurer qu'il dispose des coordonnées des contacts nécessaires.

L'exploitant informe par ailleurs la Direction de l'assainissement de Valence Romans Agglo selon les modalités qu'elle détermine.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 5 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et

mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de ROMANS-SUR-ISERE pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de ROMANS-SUR-ISERE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution - Notification

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et la maire de ROMANS-SUR-ISERE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **12 JUIN 2023**

La préfète,



Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H